

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Comment-se-profile-l-Argentine-du-24-octobre-2011>

Comment se profile l'Argentine du 24 octobre 2011 ?

- Argentine -

Date de mise en ligne : dimanche 23 octobre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Comme aujourd'hui on vote pour un président, mieux ne vaut pas parler des élections et respecter l'interdit. Comme la politique est une activité ininterrompue, c'est mieux de parler de politique à partir de demain.

Ce qui est bien c'est que chacun aura pu voter pour la liste de sa préférence. Si deux candidats au moins manquent Mauricio Macri et Pino Solanas, cela fut par leur propre décision. Ils ne se sont pas présentés par peur d'un échec certain. L'un (Macri) est entrain de monter sur le *ring* d'une prochaine bagarre dans quatre ans. Il faudra voir s'il sera encore là quand son rival montera.

C'est aussi positif que cette vaste offre politique a réveillé l'intérêt, et non l'amour peut-être, de millions d'électeurs. Il n'y a pas de *choripan* pour autant de gens, encore moins quand la « Gazette Ganadera » (La Nacion) assure qu'ont été éliminés de la réserve d'élevage dix millions d'animaux à quatre pattes. Ceux sont allés supporter l'une ou l'autre liste doivent l'avoir fait parce que leur a paru la meilleure. Comme la présidente a passé quatre ans à Balcarce 50 [Casa Rosada], ceux qui votent pour elle aujourd'hui ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas ce qui allait en sortir.

Tout indique qu'il n'y aura pas d'irrégularité. Cet apaisement des fausses plaintes pour une fraude s'est produit après la raclée du 14 août. Seuls certains incorrigibles comme Eduardo Duhalde ont insisté sur cette situation et quelques journalistes de « La Nacion » et « Clarin ». Les mots de Florencio Randazzo sur la propreté du scrutin rendu public par son ministère étaient très appropriés et cela, plus la clarté du résultat, il a réduit les vociférations adversaires à un susurrement léger.

Seul Hermes Binner a demandé à ses électeurs d'apporter le bulletin de vote avec eux parce que, a-t-il dit, il y a beaucoup de tricheurs. Le coup de bâton était pour le parti au pouvoir, qui n'avait aucun intérêt à se battre avec le candidat du FAP ni le reste d'opposition.

Encore plus, si l'actuel gouverneur santafesino finissait en deuxième place, ce ne serait pas mauvais pour le cristinisme. On suppose que le socialisme pourrait faire une opposition moins irraisonnable que le duhaldisme, le radicalisme et le PRO. Et si Duhalde et Rodríguez Saá font une élection si mauvaise qu'il les place à la quatrième et cinquième place, comme le prévoient les enquêtes, il est probable que nombre de leurs électeurs péronistes finissent par glisser vers le *Frente para la Victoria*. Cela en validant la thèse napoléonienne, selon laquelle « la victoire a beaucoup de parents mais l'échec est orphelin ». Et l'affirmation est encore plus vraie parmi la progéniture justicialiste.

L'un des détails importants à corriger dans un futur proche est que l'Argentine doit disposer de son propre software national et étatique, pour le traitement et la transmission des données du scrutin officiel. La Poste doit être associée avec cette création. La dernière fois ils en avaient chargé Indra, une entreprise espagnole. Comment ? Et Tecnópolis ? Et le Ministère de Science et de Technologie ? Et le satellite avec la NASA ? Adrián Paenza pourrait dire à Cristina que cette dépendance est finie et dans la foulée offrir plus de transparence à la démocratie. Lino Barañao, en charge de ce ministère, est trop occupé à appuyer à l'agro-industrie privée.

Opposition obtuse ?

Bien qu'ils ne soient pas formellement candidats ni partis politiques, les médias en situation monopolistiques ont fait

leur propre campagne. Avec une particularité : ils n'appelaient pas à voter pour un candidat déterminé mais ils faisaient une cible de la présidente, c'est à dire, une campagne typiquement négative. Ils n'ont pas mis les pions sur Binner ni un autre membre de cette opposition battue d'avance parce qu'ils les ont vus comme une cause perdue.

Si quelqu'un reprend le travail de « Gazette Ganadera » [Allusion à La Nacion] de la dernière semaine, il verra qu'à partir du 24 octobre, que le sujet de cet article, son opposition accidentée/fragile est garantie. L'éditorial du 19 octobre était titré « [Hégémonie politique et autoritarisme](#) » et démarré ainsi : « si l'*officialisme* [parti au pouvoir] réussit à contrôler le Congrès après les élections, il pourrait approfondir des pratiques arbitraires dans le domaine économique ».

Si alguien se toma el trabajo a « Gaceta Ganadera » de la última semana, verá que desde el 24 de octubre en adelante, que es el tema de esta nota, su oposición cerril está garantizada. El editorial del 19 de octubre se tituló « [Hegemonía política y autoritarismo](#) » y arrancó así : « si el oficialismo logra controlar el Congreso tras las elecciones, podría profundizar arbitrarias prácticas en materia económica ».

Celui du 21 octobre 2011, intitulé « L'obscurantisme K », a affirmé que « le ministre Boudou et d'autres représentants du kirchnerisme ont proposé une coupe insolite dans des plans d'études universitaires ». Celui d'hier, « La liberté de la presse, sérieusement menacée », a revendiqué que "à sa dernière réunion, la SIP a présenté deux résolutions sur la relation hostile du Gouvernement avec les médias privés ». Le deuxième éditorial du même jour, sur la visite de la présidente à Coninagro, a risqué qu'on pouvait parler « d'une nouvelle manoeuvre tendant à diviser à la Table de négociation et continuer avec sa politique contre le secteur productif le plus dynamique du pays ».

Un autre chroniqueur de la « tribune de doctrine » d'élevage et boursière, Adrián Ventura, a soutenu, texto : « Cristina Kirchner conduira une voiture qui est restée sans freins (institutionnels), avec les risques que cela suppose ». Cela ou dire qu'elle va briser l'Argentine contre un camion de face est pratiquement la même chose.

Ce segment le plus belliqueux de l'opposition qui ces jours derniers sont ces médias, anticipe que la gagnante d'aujourd'hui, même si elle l'est largement, n'aura pas de trêve.

Quand un gouvernement gagne on a l'habitude de dire qu'il jouira d'une lune de miel de cent jours. La triomphatrice de la journée n'aura pas de jour de tranquillité. Le siège brutal de ces intérêts devient encore plus irraisonnable quand la présidente insiste pour dire vouloir gouverner pour 40 millions d'habitants, va passer trois heures à déjeuner à Coninagro et paie des subventions millionnaires à des entreprises de l'énergie et du transport, automobiles et aux producteurs agricoles.

Mêmes des chefs d'entreprise aussi conservateurs que Cristiano Rattazzi (Fiat) admettent que « cette Cristina me plaît, comme en 2007 ». Mais une partie de l'opposition aimerait voir la présidente terminer morte comme Mouammar Kadhafi ou au moins en prison comme Manuel Noriega . Son agressivité n'a rien de composé. « La Nacion » s'est chargée de publier quelques photos quand Cristina a rendu visite en novembre 2008 au leader libyen assassiné.

Deux chemins possibles.

Que fera Cristina durant ces quasi deux mois jusqu'au 10 décembre ? Et surtout, comment démarrera t-elle après son deuxième tour ? Ceux qui comprennent la politique comme une science-fiction, une conspiration ou un jeu de mesquineries, peuvent croire qu'elle est occupée à voir dans le dossier judiciaire de Binner comment contrecarrer « l'espoir blanc » de l'*establishment* au cas où il sortirait aujourd'hui deuxième. Le chef de l'État n'est pas bête. Plutôt elle regardera d'ici plus dans les vidéos de l'adversaire, savoir comment sauter par-dessus les croches pieds de

Macri, qui est la vraie illusion de ce noyau des classes dominantes. Celles-ci veulent transformer le leader du PRO en un aimant du regroupement national de tous les segments dispersés d'une force centrifuge.

D'autres analystes de l'école dictatoriale comme Mariano Grondona prédiront qu'avec le résultat d'aujourd'hui la présidente donnera des ordres secrets pour préparer une réforme constitutionnelle en vue de sa réélection indéfinie.

Ces adversaires font ainsi du terrorisme idéologique a : on ne pourrait pas parler dans une démocratie de réformer la Constitution parce que celle-ci est sacro-sainte et tout changement serait seulement pour servir à une « Cristina éternelle ».

A un moment - qui n'est pas celui-ci - il faudrait ouvrir ce débat politique, à l'intérieur et surtout en dehors du Congrès, comme ce fut le cas avec la loi sur les médias, sans restrictions, pour savoir si le pétrole doit être à l'État national ou aux provinces, si la meilleure forme de gouvernement est le régime présidentiel ou parlementaire, etc. C'est à espérer que ce moment approche, quoi qu'il en coûte à la droite qui veut le faire avorter, quand en 1994 elle a accepté le Pacte d'Olivos et l'hyperprésidentialisme menemiste.

En dépit de ces calculs erronés sur ce que fera CFK, elle a donné des pistes précises sur sa gestion future. Dans ses derniers discours elle a demandé que l'aident à gouverner, en nommant spécifiquement les entrepreneurs, les travailleurs, etc. « L'unité nationale » semble être son *leit motiv* et se détache de ces appels qu'on peut nommer, par quatre fois durant son mandat, à un « dialogue social » avec l'UIA, la CGT, Coninagro et les organismes qu'ils regroupent les banques. Dans cet art oratoire il y eut des appels à la "responsabilité" de toutes les parties, ce qui doit se comprendre comme une demande aux rangs du patronat présidés par José I. De Mendiguren (UIA) qu'ils relâchent un peu les de prix et l'inflation, et les syndicats conduits par Hugo Moyano (CGT) pour accepter des limites salariales.

On dira qu'une politique de ce type est plus ou moins ce qui a été vu dans ces quatre années. Il est vrai. Avec une différence que la présidente met en évidence, à sa manière, pour que ne se répande pas la panique : maintenant il y a une crise mondiale qui peut prendre une forme de catastrophe.

Une opposition anti-impérialiste, qui n'est pas celle de Binner et moins encore la radicale ni la duhaldiste, et beaucoup moins encore celle du macrisme, pourrait poser à la présidente qu'il - face à ce panorama dont elle-même a averti - faudrait chercher une autre sortie. Par exemple, récupérer pour le pays la rente financière, pétrolière et minière, comme cela fut le cas avec l'Anses pour contrôler les fonds previsionnels.

Aujourd'hui Cristina défie plus Moyano que De Mendiguren et ne pense pas à un blindage face à la crise avec des mesures si profondes. Son vice Amado Boudou pourrait les établir, comme on dit qu'il l'a fait en 2009 pour éliminer les AFJP.

[La Arena](#). Santa Rosa, le 23 octobre 2011

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 23 octobre 2011.